GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – AMENDEMENT

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	19.01.2023	10h14		DFDS
Annule et remplace				

Auteur-e(-s) : Groupe UDC	Lié à (obligatoire) : ad 22.228
---------------------------	------------------------------------

Titre : Amendement à la recommandation du groupe libéral-radical, du 17 octobre 2022, Stratégie digitale cantonale (La protection commence par la limitation des accès)

Contenu :

Le texte de la recommandation est modifié comme suit :

4. « Cloud » souverain

a) Hébergement (*data center*)

- Proposer des stockages à d'autres entités publiques (cantons, etc.) ou parapubliques (hôpitaux, etc.) uniquement (*Suppression de : ou même à des entreprises privées (selon cadre à définir)*) ;
- Offrir une alternative de gestion des données et de leur flux, autre que les solutions intrusives (par exemple Google, Apple, Facebook, Amazon (GAFA)) ;
- Répondre aux probables futures exigences de la Confédération en matière de souveraineté numérique ;
- Évaluer l'opportunité d'installer des systèmes de « *freecooling* » dans les environnements appropriés et de récupération de la chaleur.

(Suppression de la lettre b)

Motivation (facultatif) :

D'une part :

- Avoir un *cloud* souverain ne peut signifier, pour un État, offrir des services à des entreprises privées, avec tous les soucis de sécurité, d'accès et de contraintes organisationnelles qui en découlent obligatoirement ; ce type de *cloud* se trouverait, par ce biais, en « concurrence » avec des systèmes privés qui offrent les mêmes services.
- Les entreprises privées n'ont de loin pas les mêmes besoins en matière de *cloud* et d'accès qu'une administration étatique ou paraétatique. Ainsi, si l'État met en place une gestion des *datas* et de leur flux, celle-ci ne devra pas être mise à disposition du privé.
- N'oublions pas que le peuple a refusé que l'identité numérique soit confiée à des entreprises privées.

D'autre part :

- La multiplication des *data centers* augmente le risque de cyberattaque, tout en diminuant largement la capacité d'économiser l'énergie ou de la récupérer par *freecooling* ou autres systèmes.
- Enfin, l'État est là pour mettre à disposition des services administratifs et non pour permettre à des utilisateurs et utilisatrices de s'échanger, voire de stocker, des *datas* privées, la concurrence privée étant largement suffisante.

Auteur-e ou premier-ère signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Grégoire Cario

Autres signataires (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :	Autres signataires suite (prénom, nom) :
Roxann Durini	Arnaud Durini	Evan Finger
Damien Schär	Estelle Matthey-Junod	Daniel Berger
Christiane Barbey	Niels Rosselet-Christ	